

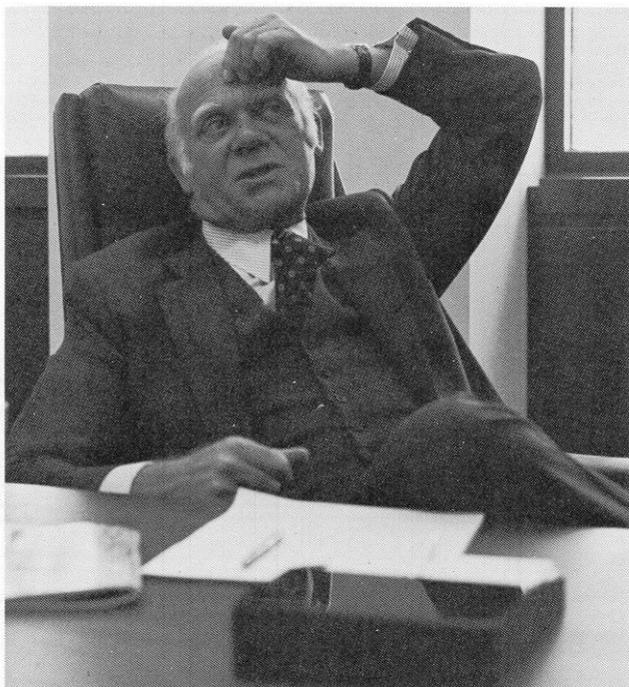
Rich Countries Tied to Developing World

Louis Rasminsky, the new Chairman of the International Development Research Centre, believes that the future of richer countries is closely tied to the welfare of poorer ones.

"If we're concerned with our own peace and stability, will it be possible for us over a period to live in a world where the rich are getting richer and the poor are getting poorer?" asked Mr. Rasminsky in an interview soon after assuming his new position. "That situation is not compatible with international political stability".

The retired Governor of the Bank of Canada, one of Canada's most respected civil servants, emphasized that developing countries might be the biggest losers if developed nations and blocs permit trade and monetary rivalries to damage international cooperation.

"If we were foolish enough to let the present situation degenerate into breakdown of the monetary system and revival of protectionism in the trade field", warned Mr. Rasminsky, "we'd all be the losers — and probably no one would lose more than the underdeveloped countries.



"A breakdown of that sort couldn't fail to reduce allocations for foreign aid. The result would be so bad all around the world that I feel we simply must not let this happen. Accommodations must be found and there is some reason for encouragement".

Mr. Rasminsky, who as head of Canada's central bank played an important role in reaching international monetary agreements, sees IDRC playing a significant part in the "renewal" of efforts he believes is needed in international economic development.

He succeeds the late Lester B. Pearson as Chairman of the Centre's Board of Governors. As Prime Minister of Canada, Mr. Pearson was instrumental in

La stabilité des pays riches tributaire du sort réservé au Tiers Monde

Pour monsieur Louis Rasminsky, le nouveau président du Conseil des Gouverneurs du Centre de Recherches pour le Développement International, c'est le bien-être assuré aux pays les plus pauvres qui conditionne l'avenir des pays les plus riches.

"Si nous avons le souci majeur de notre propre paix et de notre propre stabilité, pensez-vous qu'il nous sera possible de nous maintenir dans un proche avenir dans un monde où les riches augmentent leur richesse et les pauvres leur dénuement?" C'est la question que se posait monsieur Rasminsky à l'occasion d'un interview qu'il a accordé juste après sa nouvelle nomination. "Une situation pareille jurerait avec la stabilité politique internationale".

L'ancien gouverneur de la Banque du Canada, l'un des plus éminents et plus respectés hauts fonctionnaires du pays, ne manque pas de souligner que la détérioration de la coopération internationale, conséquence des rivalités monétaires et commerciales entretenues par les nations et les blocs industrialisés, aurait des répercussions graves sur les pays en voie de développement qui, en fait, seraient les grands perdants.

"Si nous sommes assez inconscients pour permettre que la présente situation provoque l'écroulement du système monétaire et le retour du protectionisme dans le domaine commercial, nous serons tous les perdants . . . et il y a tout lieu de croire que les plus grandes pertes seront éprouvées par les pays en voie de développement". Telle est la mise en garde lancée par monsieur Rasminsky.

"C'est la réduction des budgets affectés à l'aide étrangère qui serait la conséquence directe d'un tel écroulement. Il me semble, tout simplement, qu'il nous incombe de prévenir ce drame parce que les résultats qui se feront ressentir, partout au monde, seront tellement néfastes. Il est impératif d'en arriver à un compromis et la situation actuelle permet d'entretenir un certain optimisme".

Monsieur Rasminsky qui a joué un rôle prépondérant dans la réalisation des accords monétaires internationaux en sa qualité de gouverneur de la Banque Centrale du Canada, trouve que le CRDI joue de son côté un rôle de premier plan dans le "renouvellement" des tentatives qui d'après lui s'impose pour le développement économique international.

Il succède à feu Lester B. Pearson à la dignité de président du Conseil des Gouverneurs du Centre. Faut-il rappeler que c'est monsieur Pearson, alors Premier Ministre du Canada, qui a contribué largement à la création du CRDI. C'est d'ailleurs monsieur Pearson qui est devenu le premier président du Conseil du CRDI depuis la création de cet organisme en 1970, poste qu'il a conservé jusqu'à son décès survenu le 27 décembre 1972.

bringing about creation of IDRC. He served as first Chairman from its establishment in 1970 until his death on December 27, 1972.

"I was surprised and pleased that I would be thought of in any way as a worthy successor to Mike Pearson", said Mr. Rasminsky as he sat at a desk in his temporary office at IDRC's new downtown Ottawa headquarters. He will move into the Chairman's new office when it is ready, and preside over the Board of Governors meeting in Ottawa in September.

Speaking with clarity and warmth, Mr. Rasminsky observed: "The idea of IDRC fits very much with my background and interests. I'm very attracted by the underlying philosophy of the Centre as I'm getting to know it — the philosophy of using the funds available to encourage research in recipient countries by scientists from these countries and according to priorities set by these countries, rather than export technology and scientists from developed countries".

Looking back on his nine years with the economic section of the League of Nations in Geneva from 1930 to 1939 — when he first dealt with such basic fields as agriculture and health — Mr. Rasminsky pointed out that international economic cooperation has grown tremendously since the Second World War.

"It's become a non-academic idea in the sense that there's money on it", said the former banker. "This has resulted in transformation of the whole face of cooperation in the international field. In saying there



is increased cooperation, there is some danger of sounding sanguine and seeming to say enough is being done and I don't mean to say that. But there is an increased responsibility that developed countries feel. Amounts of aid are on a much larger scale than before the war even if they don't fully meet real needs".

On the question of Canada's role as a developed country and yet one that has hardly attained its own economic potential, Mr. Rasminsky said: "Canada is certainly a developing country also in the sense that until very recently we weren't willing or able to produce enough capital to finance our own development. At the same time, we're a very wealthy country. So we have naturally felt we have been in a position to help other countries with lower standards of living even though this has probably meant we ourselves have had to borrow more money abroad than we otherwise would

"J'ai été à la fois surpris et satisfait en apprenant que je pouvais, d'une façon ou d'une autre, continuer valablement l'oeuvre de Mike Pearson", a déclaré monsieur Rasminsky tout en s'installant dans son bureau provisoire au nouveau siège du CRDI situé en plein centre-ville d'Ottawa. D'ailleurs, il prendra possession de son nouveau bureau présidentiel, une fois qu'il sera complètement aménagé, et c'est lui qui présidera l'assemblée du Conseil des Gouverneurs qui aura lieu à Ottawa en septembre prochain.

S'exprimant très clairement mais non sans une certaine émotion, monsieur Rasminsky précise: "Les objets du CRDI cadrent harmonieusement avec ma carrière passée et mes tendances. La profonde philosophie qui se dégage des actes du Centre m'attire profondément, au fur et à mesure que je m'en pénètre . . . c'est ce principe qui veut que le Centre mette ses fonds au service des scientifiques des pays récipiendaires pour leur permettre d'entreprendre les recherches qui répondent aux impératifs de leurs pays plutôt que de transplanter dans ces pays les techniques des pays industrialisés ou d'y envoyer leurs scientifiques.

Evouant les neuf années passées avec la Section Economique de la Ligue des Nations à Genève depuis 1930 jusqu'à 1939 — alors qu'il a eu à se pencher, pour la première fois, sur des domaines aussi importants que l'agriculture et la santé — monsieur Rasminski souligne que la coopération économique internationale s'est largement intensifiée depuis la seconde guerre mondiale.

"Il ne s'agit plus, en l'occurrence, d'une théorie mais plutôt d'une réalité où l'argent joue son rôle" observe l'ancien banquier. Cette situation a transformé complètement le visage de la coopération dans le domaine international. En parlant de l'intensification de la coopération, je risque de vous paraître tant soit peu optimiste et vous donner l'impression de prétendre que les réalisations actuelles sont suffisantes dans ce domaine, loin de moi cette idée. Mais faut-il préciser que les pays industrialisés prennent conscience des responsabilités toujours plus lourdes qu'ils assument. L'aide consentie est de loin plus importante que celle qui était accordée dans la période d'avant-guerre mais il n'en reste pas moins que cette aide n'arrive pas à résoudre pleinement tous les problèmes réels".

Monsieur Rasminsky déclare, en parlant du rôle joué par le Canada en sa qualité de pays industrialisé alors qu'il arrive à peine à explorer ses propres moyens économiques: "pris dans le sens d'un pays qui, dans un très proche passé, n'était pas capable ou ne voulait pas ou ne tentait pas de produire suffisamment de capitaux pour lancer son propre développement, le Canada est certainement une contrée en voie de développement. Par contre, il faut admettre que nous sommes un pays très prospère. C'est d'ailleurs cette prospérité qui nous a incités tout naturellement à aider les autres pays ayant des niveaux de vie inférieurs au nôtre, même si ceci devait nous forcer, pour équilibrer notre balance de paiement, à emprunter plus d'argent de l'étranger que ce qui nous aurait suffi n'eût été cette aide. Telle a été la seule attitude naturelle à prendre — nous ne pouvions pas moralement adopter une autre attitude. Le souci de la balance des paiements n'est pas déterminant en soi pour nous pousser à nous désintéresser de l'aide à accorder aux autres".

to meet our balance of payments. It's been a natural position to take — we couldn't morally take another position. The balance of payments doesn't excuse us from helping others”.

Mr. Rasminsky added that he does not have the feeling that there is any strong opinion in Canada against aid to other countries, but that partly because of regional economic differences within Canada there is an obligation on the Government and aid agencies to make sure aid funds are “well spent and used productively”.

Concern in developed countries generally with other problems — cities, pollution, racial questions — have pushed the problems of developing countries to the background in recent years, noted IDRC's new Chairman. He declared: “A renewal of some sort is needed — whether of will or dedication or of new techniques. I'm not sufficiently immersed in the problem to express a worthwhile view yet”.

In a long and distinguished public career, Mr. Rasminsky has immersed himself in many problems more than enough to have an influence on their resolution.

Born in Montreal in 1908, he was graduated with honors in economics from the University of Toronto. After taking a graduate fellowship at the London School of Economics, he joined the League of Nations secretariat. He served in several positions in the League's economic section, including secretary to the Financial Committee, which administered loans to Central European countries for economic reconstruction after the First World War. “Very little attention was given then to assistance to economic development”, he recalls.

While the Financial Committee was a modest forerunner of the International Monetary Fund, the League's Mixed Committee on Nutrition — Mr. Rasminsky was secretary under Lord Astor — preceded the Food and Agriculture Organization. The committee was formed partly to establish a link between nutrition and health, partly to try and induce European countries on the initiative of non-European wheat-growing nations — Australia, Argentina and Canada — to grow more high-protein foods and import cereal grains.

Mr. Rasminsky joined the Bank of Canada after leaving the League of Nations and served it for a total of 32 years, including 12 years as Governor. In 1968 he took part in IMF discussions leading to establishment of Special Drawing Rights upon the Fund. He was involved in negotiations culminating in the Smithsonian Agreement easing the international monetary crisis in 1970. He served on the executive boards of both the IMF and the World Bank.

He retired as Governor of the Bank of Canada on his 65th birthday last February 1. External Affairs Minister Mitchell Sharp announced his appointment as Chairman of IDRC on March 20.

Mr. Rasminsky believes the international nature of the Centre is an excellent idea, and looks forward to working with the Board, 10 of whose 21 members are non-Canadians. He believes that an international approach is easier for Canada to take than other donor countries because, as he put it, “We still have a reputation in the world of no particular axe to grind”. Mr. Rasminsky plans to travel as Chairman in order to see developing countries at first hand.

Monsieur Rasminsky ajoute que l'aide consentie aux autres pays ne lui semble pas rencontrer une opposition forte au Canada, mais qu'en raison des disparités économiques régionales du Canada, il incombe clairement au Gouvernement et aux agences d'aide de s'assurer pleinement que les fonds octroyés sont “bien dépensés et utilisés d'une façon profitable”.

Tirillés généralement par d'autres problèmes — villes, pollution, ségrégation raciale — les pays industrialisés ont été amenés, au cours des toutes récentes années, à reléguer au second plan les problèmes des pays en voie de développement, constate le nouveau président du Conseil du CRDI. Il déclare: “Un certain renouveau s'impose — qu'il s'agisse de notre désir d'aider ou de l'attitude à adopter ou des nouvelles techniques à proposer. Je ne suis pas arrivé encore à me pénétrer suffisamment du problème pour exprimer une opinion valable dès maintenant”.

Au cours de sa longue et remarquable carrière publique, monsieur Rasminsky s'est consacré totalement à l'étude de plusieurs problèmes et a poussé ces études plus loin qu'il ne fallait normalement le faire pour leur amener une solution.

Monsieur Rasminsky est né à Montréal en 1908. Il est diplômé en économie avec mention honorable de l'Université de Toronto. Après avoir été nommé lauréat du London School of Economics il a collaboré avec le Secrétariat de la Ligue des Nations. Il a eu à s'occuper de différents services du Département Economique de la Ligue, de même qu'il a été secrétaire du Comité des Finances qui a régi les emprunts accordés aux pays de l'Europe Centrale pour faciliter, après la première guerre mondiale, leur reconstruction économique. Monsieur Rasminsky se rappelle qu'à ce moment-là “très peu d'intérêt était consacré au soutien du développement économique”.

Alors que le Comité des Finances n'était que l'humble prédécesseur du Fonds Monétaire International, le Comité mixte de la Ligue sur la Nutrition — monsieur Rasminsky était alors le secrétaire de Lord Astor — a précédé l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture. Ce comité mixte a été constitué d'une part pour établir un lien entre la nutrition et la santé et d'autre part, pour amener les pays européens à produire des aliments encore plus riches en protéines et à importer des graines céréalières et ce à l'instar des nations non-européennes, productrices de blé telles que l'Australie, l'Argentine et le Canada.

Après avoir quitté la Ligue des Nations, il a été nommé à la Banque du Canada où il a servi pendant 32 années consécutives dont 12 en qualité de gouverneur. En 1968, il a participé aux entretiens du Fonds Monétaire International qui ont abouti à l'établissement de droits de tirages spéciaux sur le Fonds. Il a pris part aussi aux négociations internationales dont le résultat était la signature de la Convention “Smithsonian” qui a provoqué la régression de la crise monétaire de 1970. Il a siégé aussi au Conseil d'Administration du FMI et de la Banque Mondiale. Il a résigné ses fonctions de gouverneur de la Banque du Canada le 1er février dernier, date de son 65ème anniversaire. Le secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures, monsieur Mitchell Sharp a annoncé, le 20 mars dernier, sa nomination au poste de président du Conseil des Gouverneurs du CRDI.